COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 30 MARS 2015

L'an deux mil quinze le trente mars à dix-neuf heures,

Le Conseil Municipal, convoqué le 19 mars, s'est réuni dans la salle des délibérations.

La séance a été publique.

Etaient présents : GRAS P. BARLAGUET C. DEUBEL C. SOUBEIRAN A. PEREZ H. VERON D. CARRIERE P. NISOLE F. BELLOT-MAUROZ S. PETE K. PEREZ J-S. MATTONAI R. VIDAL A. JULIEN M. NAZON J-L. CAZELLET S.

Excusées : CHARNOT L. (pouvoir à JULIEN M.) – TRUMLER L.

Absente : ALLEMAND A.

Monsieur le Maire s'assure que le quorum est atteint.

Madame Karine PETE a été élue secrétaire.

1) Compte de gestion 2014

Monsieur Christian BARLAGUET, 1^{er} adjoint délégué aux Finances, rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif. Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2014 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, de mandats, le compte de gestion dressé par le trésorier accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer,

Après s'être assuré que le trésorier a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2014, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées,

Après en avoir délibéré, à la majorité (3 contre, 1 abstention), le conseil municipal, approuve le compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2014. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

2) Compte administratif 2014

Monsieur Christian BARLAGUET, 1^{er} adjoint délégué aux Finances, rappelle les résultats du compte administratif 2013, un excédent d'investissement de 70 836,53 € et un excédent de fonctionnement de 183 614,33 €. Il indique les résultats 2014 soit un déficit d'investissement de 19 191,41 € et un excédent de fonctionnement de 125 283,66 €.

En cumulant les résultats 2013 et 2014, les résultats définitifs sont un excédent d'investissement de 51 645,12 € et un excédent de fonctionnement de 308 897,99 €, soit un excédent global de 360 543,11 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité (3 contre, 1 abstention) approuve le compte administratif 2014 en l'absence du Maire.

3) Taxes locales

Monsieur Christian BARLAGUET, 1^{er} adjoint délégué aux Finances, propose que les taxes locales ne fassent pas l'objet d'augmentation pour l'année 2015.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité (3 abstentions), approuve les taux applicables suivants :

13,31 % pour la taxe d'habitation

- 19,95 % pour la taxe foncière sur le bâti
- 73,54 % pour la taxe foncière sur le non bâti

4) Affectation de résultat

Le Conseil Municipal, après avoir entendu le résultat de fonctionnement de l'exercice 2014, constatant que le compte administratif présente un excédent de fonctionnement de 308 897,99 €, décide, à la majorité (3 contre, 1 abstention), d'affecter la somme de 190 000,00 € en investissement au compte 1068 et de conserver la somme de 118 897,99 € en section de fonctionnement.

5) Amortissement de la subvention versée au SIE du Vistre

Monsieur Christian BARLAGUET, 1^{er} adjoint délégué aux finances, propose de procéder à l'amortissement de la subvention d'équipement de 64 363 € versée au SIE en 2014 pour les travaux d'enfouissement des réseaux rue des Mas sur une durée de 10 ans soit 6 436,30 € par an.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité (4 abstentions), approuve l'amortissement de la subvention de 64 363 € sur 10 ans.

6) Budget primitif 2015

Le Conseil Municipal vote, à la majorité (3 contre, 1 abstention), le budget tel qu'il a été présenté par Monsieur Christian BARLAGUET, 1^{er} adjoint délégué aux Finances :

Les dépenses et les recettes de fonctionnement s'équilibrent à 1 666 679 €.

Les dépenses et les recettes d'investissement s'équilibrent à 789 871 €.

7) Subvention aux associations

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité (3 contre, 1 abstention), approuve le détail des subventions allouées aux associations :

Association	Montant
Amicale des Donneurs de sang	270 €
Amis du Bon Vieux Temps	250 €
Anciens Combattants Vergèze-Codognan	250 €
APE (102 élémentaires, 116 maternelles)	2 834 €
Boule Amicale	650 €
- Concours – Prix de la ville	500 €
Chasse St Hubert	600 €
C.C.C - Bibliothèque	2 495 €
- Association	600 €
Club d'Astronomie	200 €
Club Taurin « Les Enganes »	1 200 €
Club Taurin « La Ficelle »	450 €
Cod'Artists	200 €
Codogym	450 €
Codolien	100 €
Comité des Fêtes	24 000 €
Courir avec Sarah	200 €
Croix Bleue	300 €
Croix Rouge	600 €
FNACA	100 €
Karaté Club	800 €
OGEC La Sarrazine	1 495 €
Prévention routière	200 €
S.O.C	5 000 €
Participation au CAE	4 885 €
Tennis Club	750 €
Terre des Enfants	250 €
Yoga et santé	200 €

8) Convention avec les associations

Monsieur Christian BARLAGUET, 1^{er} adjoint, expose qu'il est nécessaire de mettre à jour les conventions passées avec les associations pour la mise à disposition d'infrastructures communales.

Il est proposé une trame qui sera adaptée à chaque association.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité (3 abstentions), approuve la convention et autorise le Maire à la signer avec chaque association concernée.

9) Subvention à la psychologue scolaire

Monsieur le Maire expose qu'il a été destinataire d'une demande de subvention de la part de la psychologue scolaire qui intervient sur les écoles de la commune. Il rappelle que l'Education Nationale prend en charge le personnel et qu'il est demandé aux communes de participer à l'achat du matériel spécifique. La subvention demandée est d'un euro par enfant et par année scolaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve l'allocation d'une subvention de 238 € à la psychologue scolaire pour l'année 2015/2016.

10) Subvention pour la construction d'un hangar au Centre Technique Municipal

Monsieur le Maire expose que dans le cadre du projet de construction d'un hangar au centre technique municipal, il y a lieu de demander une aide financière à Madame la Sénatrice Vivette LOPEZ.

Le coût estimé du projet est de 89 451 € HT – 107 341,20 € TTC.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité (3 contre), approuve le projet de construction d'un hangar au centre technique municipal et autorise le Maire à demander une aide financière.

11) Subvention pour la construction d'un club house au stade Clément Coste

Monsieur le Maire expose que dans le cadre du projet de création d'un club house attenant aux vestiaires du club de football, il y a lieu de demander une aide financière auprès du Fonds d'Aide au Football Amateur.

Le montant estimatif du projet est de 22 712,09 € HT – 27 264, 51 € TTC.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité (3 contre), approuve le projet et autorise le Maire à demander l'aide financière susvisée.

12) Vente d'un bien communal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2241-1 ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu l'avis de France Domaine en date du 21 novembre 2014 estimant la valeur du bien à 225 000 € ;

Considérant la demande constante de logements sur le terrain communal ;

Considérant qu'aucun candidat ne s'est porté acquéreur lors de l'appel à candidatures, Considérant que les dépenses indispensables pour remettre cet immeuble en bon état seraient très élevées, et hors de proportion avec les ressources dont la commune pourrait disposer à cet égard ; que ledit immeuble n'est pas susceptible d'être affecté utilement à un service public communal ; que, dans ces conditions il y a lieu de procéder à son aliénation ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité (3 contre, 1 abstention), autorise Monsieur le Maire à faire toutes les diligences nécessaires pour aboutir à l'aliénation de ce bien de gré à gré pour la somme de 183 000 €.

13) Syndicat Mixte d'Electricité du Gard

Monsieur Alain SOUBEIRAN, Adjoint délégué aux travaux, expose à l'assemblée le projet envisagé pour les travaux : **Rue Emile Jamais – Dissimulation du réseau électrique**

Pour un montant total de travaux de 16 000, 00 €HT dont 8 000, 00 € de participation de la commune.

Conformément à ses statuts et règlements en vigueur, le Syndicat Mixte d'Electricité du Gard peut faire réaliser des travaux électriques sur le territoire des communes adhérentes qui ont transféré leur maîtrise d'ouvrage.

Après avoir ouï Monsieur Alain SOUBEIRAN, Adjoint délégué aux travaux et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Approuve le bilan financier prévisionnel, s'engage à inscrire cette dépense à son budget, autorise le syndicat à réaliser les travaux d'électricité, versera sa participation de la manière suivante :

Un premier acompte de 4 000 € dès le démarrage des travaux, un second acompte estimé provisoirement à 4 000 € à la fin du chantier. Soit une participation totale estimée de 8 000 €

- Prend note qu'à la réception des travaux le syndicat établira l'état de solde des travaux, et calculera à ce moment la participation définitive de la commune sur la base des dépenses réalisées.

14) Syndicat Mixte d'Electricité du Gard – Approbation de la convention de coordination pour construction d'installation d'éclairage public

Monsieur Alain SOUBEIRAN, Adjoint délégué aux travaux, expose au conseil municipal le projet réalisation de travaux d'éclairage public à exécuter en coordination avec une opération syndicale d'amélioration des réseaux de distribution d'énergie. Il rappelle que le Syndicat Mixte d'Electricité du Gard réalise les travaux d'amélioration du réseau de distribution d'énergie électrique et peut faire réaliser des travaux de génie civil d'équipements de communications électroniques sur le territoire des communes adhérentes où il assure la maîtrise d'ouvrage des réseaux électriques. Il peut également réaliser des travaux coordonnés sur le réseau d'éclairage public dès lors qu'ils sont exécutés concomitamment et qu'ils portent sur le même tracé. Il établit les commandes et règle les factures. La commune se fait rembourser la TVA correspondante par ses propres moyens auprès des organismes compétents. La commune fait de son affaire la perception à son profit des subventions éventuellement attribuées à cette opération.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Alain SOUBEIRAN, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

Approuve la convention de coordination à conclure avec le syndicat pour les travaux d'éclairage public coordonnés,

- Autorise Monsieur le Maire à signer cette convention, accepte les termes financiers suivants :

Opération : Rue Emile Jamais – Eclairage public

Montant de l'opération : 12 000,00 € TTC (soit 10 000, 00 € HT)

Participation aux frais pour investissement (10 000,00 * 0,00 %) : 0,00 €

Participation totale de la collectivité à verser au SMEG : 7 000,00 €

15) Syndicat Mixte d'Electricité du Gard – Modification statutaire

Monsieur Alain SOUBEIRAN, Adjoint délégué, rappelle l'arrêt du 5 août 2013 portant fusion du Syndicat Mixte à Cadre Départemental d'Electricité du Gard et des Syndicats du Vistre et d'Uzès pour créer le Syndicat Mixte d'Electricité du Gard. Pour tenir compte d'une part des compétences transférées des anciens syndicats primaires et d'autre part élargir le service rendu aux adhérents et compléter les dispositions relatives à la gouvernance du Syndicat Mixte d'Electricité du Gard, le Conseil Syndicale du Syndicat Mixte d'Electricité du Gard, a délibéré, à l'unanimité, sur la modification des statuts du SMEG. Conformément à l'article L.5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, les membres doivent délibérer dans les trois mois suivant la notification de la délibération de l'Assemblée, à défaut de délibération dans ce délai, la décision est réputée favorable. Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, émet un avis favorable sur la modification statutaire ci-dessus présentée et entérine la délibération du Syndicat Mixte d'Electricité du Gard du 2 février 2015.

16) Communauté de Communes Rhône-Vistre-Vidourle – Classement d'une zone d'activités en intérêt communautaire

Monsieur le Maire indique que dans le cadre de sa compétence développement économique la Communauté de Communes Rhône-Vistre-Vidourle réalise actuellement la zone d'activités de la Montée Rouge à Vergèze et intervient en tant que maître d'ouvrage de l'opération.

Il convient donc de modifier l'atlas qui avait été voté en 2001 afin d'y intégrer cette zone d'activités.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité (2 abstentions), approuve le classement d'intérêt communautaire de la zone d'activités de la Montée Rouge à Vergèze.

17) Conseil Municipal d'Enfants

Madame Hélène PEREZ, Adjointe aux Affaires Scolaires, propose la création d'un Conseil Municipal d'Enfants dans les conditions suivantes :

- Candidats : élèves de CM1/CM2 de l'école élémentaire « Les Cèdres »
- Modalités de scrutin : majorité des voix
- Nombre de conseillers : 8 avec parité
- Durée du mandat : 2 ans
- Nombre de réunions : 2 par trimestre

Les conseillers enfants travailleront sur divers thèmes tels que la solidarité, la citoyenneté, les sports et loisirs, la communication. Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la création d'un Conseil municipal d'Enfants.

18) GrDF – Convention pour l'installation et l'hébergement d'équipement de télérelevé en hauteur

Monsieur le Maire informe le Conseil que GrDF a proposé d'installer sur l'ensemble des compteurs du territoire municipal des « compteurs intelligents ».

Il indique que l'objectif est de moderniser l'actuel système de comptage pour améliorer la qualité du service autour du relevé des consommations de gaz et notamment à travers la télérelevé, tant pour les particuliers que pour les industriels ou services publics. Il précise que cela n'aura aucune incidence financière pour la commune et qu'il s'agit d'autoriser GrDF à installer les équipements adéquats et notamment des antennes relais sur la commune. Il présente les principales dispositions de la convention Conseil et demande au Conseil Municipal de l'autoriser à signer la convention avec GrDF pour mettre en œuvre ce nouveau service. Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'autoriser le Maire à signer la convention avec GrDF pour autoriser l'installation des équipements nécessaires à la mise en œuvre des compteurs intelligents sur la commune et tous documents relatifs à ce dossier.

19) Centre de Gestion de la Fonction Publique Territorial du Gard – Contrat d'assurance contre les risques statutaires

Monsieur le Maire expose :

- L'opportunité pour la commune de pouvoir souscrire un ou plusieurs contrats d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ces agents ;
- Que le Centre de Gestion peut souscrire un tel contrat pour son compte, en mutualisant les risques.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

Article 1^{er} : La commune charge le Centre de Gestion du Gard de négocier un contrat groupe ouvert à adhésion facultative, garantissant les risques financiers encourus par la collectivité à l'égard de son personnel, auprès d'une entreprise d'assurance agréée et se réserve la possibilité d'y adhérer.

Article 2 : Ce contrat devra couvrir tout ou partie des risques suivants :

- Agents affiliés à la CNRACL : Décès, accident de service, maladie professionnelle, maladie ordinaire, longue maladie/longue durée, maternité
- Agents IRCANTEC de droit public : Accident de travail, maladie professionnelle, maladie grave, maladie ordinaire, maternité

Il devra également avoir les caractéristiques suivantes :

- Durée du marché : 4 ans, dont une première durée ferme de 3 ans reconductible 1 an
- Régime de contrat : capitalisation

Article 3 : La commune garde la possibilité de ne pas adhérer au contrat groupe si les conditions obtenues au terme de la procédure de mise en concurrence sont défavorables, tant en terme de primes que de conditions de garantie et d'exclusion.

Article 4 : Le Conseil Municipal autorise le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.